

Manuel de géopolitique

6 - Les ressources naturelles

vendredi 28 octobre 2022, par [Patrice GOURDIN](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Patrice GOURDIN](#), **6 - Les ressources naturelles**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 28 octobre 2022.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

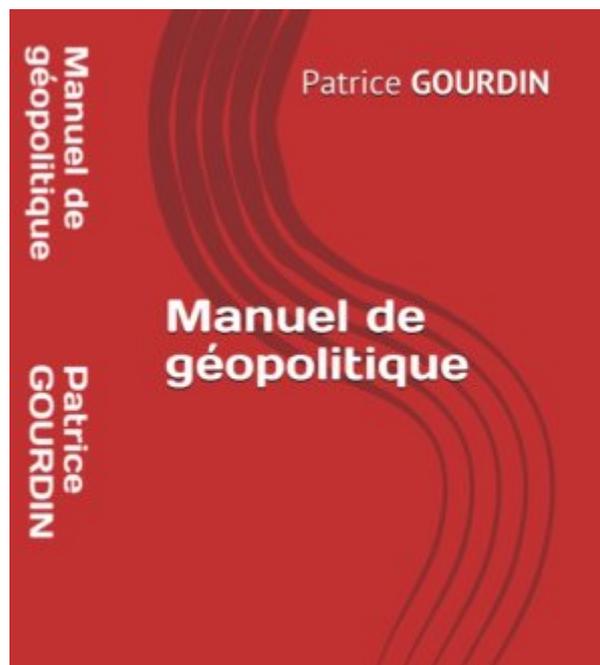
Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

La grande diversité des conditions et la forte inégalité qui en résulte dans la répartition des ressources naturelles contribuent à de nombreuses tensions et conflits, tant internes qu'externes. Oui, les ressources naturelles sont des enjeux géopolitiques. Mais comment faire une lecture géopolitique des ressources naturelles ? Réponse par un extrait gratuit du maître ouvrage de Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb via Amazon.

LE sous-sol renferme des minerais, des pierres précieuses, des sources d'énergie et de l'eau douce ; le **sol** porte des cours d'eau, des lacs, des forêts, des cultures et des troupeaux ; la **mer** recèle des protéines, des hydrocarbures et des nodules polymétalliques. La **valeur** de ces multiples ressources **varie** considérablement dans l'espace et dans le temps, en fonction du stade de développement atteint par les différents territoires et des besoins de chaque société. En outre, la **répartition** est très **inéga**le. [Les sous-sols](#) se répartissent entre les zones sédimentaires et les zones de boucliers (de roches métamorphiques ou cristallines) ; les premières contiennent les énergies fossiles, les calcaires et les silices, tandis que les secondes sont riches en minerais. Les aptitudes des sols varient considérablement, en fonction de leur composition chimique, de la topographie et du milieu bioclimatique. Les conditions naturelles diverses expliquent la grande inégalité dans la répartition des ressources maritimes et sous-marines. Les États enclavés, par définition, n'y ont pas accès, ce qui ne les empêche pas d'en revendiquer leur part, ce que l'actuel droit de la mer admet.



Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb, via Amazon.

D'un clic sur sa couverture, vous pourrez vous procurer ce livre broché à des conditions très avantageuses. Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb, via Amazon. Une référence à ne pas manquer.

La grande **diversité** des conditions **et** la forte **inéga**lité qui en résulte dans la répartition des ressources naturelles **contribuent** (les guerres résultent très rarement du seul désir d'y accéder) à de nombreuses **tensions** et **conflits**, tant internes qu'externes. Il s'agit là d'une

constante dans l'histoire de l'humanité. Trois phénomènes singularisent la situation, en ce **début** du **XXIe** siècle. En premier lieu, la croissance spectaculaire d'un pays mal pourvu en matières premières : la **Chine**. Il entre en compétition avec d'autres pays demandeurs de produits de base et doit construire un environnement stratégique complexe pour garantir ses approvisionnements. Tout cela semble hautement belligère. Ensuite, l'abondance d'**argent** dans des **pays perturbateurs** producteurs de matières premières (Russie, Venezuela, Iran, Soudan, Tchad, en particulier) exacerbe des frustrations et suscite des tensions pouvant déboucher sur des guerres civiles, le terrorisme, voire des conflits régionaux. Enfin, comme nous l'avons vu, certaines conséquences du réchauffement **climatique** ajoutent aux tensions [1]. Toute politique étrangère et de sécurité doit tenir compte de ces réalités.

Parfois vitales (eau), souvent stratégiques (pétrole, uranium, céréales, certains métaux non-ferreux, par exemple), les ressources naturelles constituent toujours l'une des **richesses** d'un territoire, donc une source de revenus pour le pouvoir et un objet de convoitise pour ses rivaux ou adversaires. De ce fait, elles fondent en **partie** la **puissance** d'un État et influent sur ses relations avec les autres. Elles se caractérisent par leur diversité et leur relativité.

En effet, certains éléments vitaux sont inégalement répartis à la surface de la terre, au premier chef l'**eau**, dont il est surprenant que l'on annonce parfois sur le ton de la nouveauté qu'elle sera l'enjeu majeur des conflits du XXIe siècle : elle fut, elle demeure et elle restera un enjeu important. L'étymologie nous en apporte la preuve : le terme "rival", qui désigne celui qui prétend à la même chose qu'un autre, vient des mots latins *rivus* (ruisseau) et *rivales* (riverains) [2]. Ce qui change, en fait, c'est l'intensité du phénomène ; ce qui est nouveau, c'est la combinaison d'une population considérable et d'un réchauffement climatique, qui pourrait, selon les estimations des Nations unies, déboucher sur une pénurie frappant les deux tiers de l'humanité en 2025 [3]. Les tensions augmentent donc sous l'effet de ce double phénomène. Au **Darfour** [4] comme au **Proche-Orient** [5], par exemple, l'accroissement démographique exacerbe le stress hydrique. Les disputes au sujet de l'accès aux puits et aux réservoirs alimentent des tensions internes. L'exemple **chinoise** rappelle que la stabilité d'un régime peut dépendre aussi de délicats problèmes d'arbitrages entre les paysans, les consommateurs urbains et les industries [6]. La pénurie d'eau dans les mégapoles du tiers-monde recèle un redoutable potentiel déstabilisateur. Les barrages réduisant le débit au détriment des pays situés en aval représentent le principal objet de litige hydraulique interétatique, à l'exemple du **Nil**, du **Tigre** ou de l'**Euphrate**. Des cas plus complexes peuvent résulter des pompages dans une nappe phréatique mitoyenne comme entre Israël et les territoires palestiniens, ou bien du contrôle d'un massif servant de "château d'eau", comme le plateau du Golan. Toutefois, aucun conflit ne se limite à un litige sur l'eau ainsi que l'on peut le constater au **Proche-Orient**, où, cas limite, le Liban préfère laisser ses excédents d'eau douce partir dans la mer Méditerranée, plutôt que de permettre à Israël d'en capter une partie. Ici, les motivations n'ont rien à voir avec une rivalité pour l'eau, elles tiennent aux affrontements israélo-arabe et israélo-palestinien. D'ailleurs, durant les cinquante dernières années, l'ONU a recensé 37 cas d'affrontement interétatique violent provoqué par un litige au sujet de l'eau. Or, 30 se sont produits au Proche Orient, alors que, dans le même temps, plus de 200 traités réglaient pacifiquement des contentieux de même nature [7]. Comme toujours, il semble bien que ce soit la volonté (ou l'absence de volonté) politique qui soit en cause. Dans la même perspective, Alex de Waal, spécialiste de l'Afrique et, notamment du conflit du **Darfour**, souligne que ce dernier ne saurait être résolu par la seule grâce du retour à des disponibilités hydriques satisfaisant les besoins des populations :

« une catastrophe naturelle ne peut se transformer en déchaînement de violence sans qu'une puissante force humaine ne pousse dans cette direction. Ces facteurs environnementaux aggravés n'ont pas d'impact en et par eux-mêmes [comme cause de conflits]. Le problème vient de la manière dont ils sont gérés [8] ».

La production d'hydro-électricité ne va pas toujours sans tensions, notamment intérieures. Le barrage des Trois Gorges représente un enjeu économique mais aussi un risque politique considérable pour les dirigeants chinois [9]. Pour améliorer la rétribution de leur "or bleu", les cantons suisses producteurs n'hésitent pas à s'unir dans une sorte d'"OPEP des Alpes" et à mécontenter les autres membres de la Confédération helvétique [10].

L'**approvisionnement** en **eau** et la **régulation** des flux hydrauliques constituent une préoccupation constante des populations. Le **pharaon** égyptien tirait une bonne part de son autorité de la capacité de commander aux crues du Nil que son peuple lui prêtait. Dans l'histoire mythique de la **Chine**, le souverain-fondateur Yu le Grand (dates légendaires : 2207 - 2197 avant J.C.) se voyait reconnaître le mérite inestimable d'avoir sauvé les hommes en canalisant les fleuves jusqu'à la mer. La violence du Tigre et de l'Euphrate ne fut pas domptée avant le XXe siècle et l'on observe que « la **Mésopotamie** a connu des périodes de beaucoup plus grande prospérité aux époques babylonienne et séleucide, sous les monarchies parthe et sassanide, sous le califat abbasside [11] », c'est-à-dire sous des régimes politiques solides, capables de mener une politique hydraulique efficace. Symptôme de désordres graves (d'origine interne ou extérieure), la disparition des systèmes hydrauliques précède de peu la fin d'une civilisation, d'un État ou d'une dynastie. Par exemple, « dès le déclin du califat abbasside s'amorce une régression des surfaces cultivées et une dégradation des travaux d'irrigation, qui trouvera son point culminant lors des invasions mongoles au XIIIe siècle. La Mésopotamie tombe alors sous l'influence des tribus bédouines, qui annexent peu à peu la vallée à leurs pâturages, et n'y pratiquent que des cultures épisodiques par des techniques rudimentaires. En 1913, la superficie cultivée de la cuvette était tombée à 350 000 hectares, soit moins de 5% de la surface cultivable. La population totale de l'Irak n'aurait pas dépassé à cette époque un million et demi d'habitants, contre peut-être quine millions lors des périodes de prospérité maximale. Cette conjoncture historique de régression de la vie sédentaire et d'agriculture négligée, en fait, ne peut se comprendre hors du contexte naturel [...]. L'extrême instabilité des lits fluviaux, les ravages des crues exceptionnelles, la précarité des ouvrages d'irrigation, ont considérablement affaibli la capacité de résistance des campagnes mésopotamiennes. Plus que tout autre foyer irrigué, l'Irak avait besoin de paix et d'une forte autorité apte à organiser l'entretien des canaux et des digues [12] ».

Au **Sri Lanka**, la civilisation du Rajarata périclita au XIIIe siècle, lorsque les attaques venues d'Inde, la malaria et les changements climatiques se conjuguèrent pour désorganiser la société rizicole qui fondait sa puissance. La dynastie mongole des **Yuan** s'effondra, en 1368, en partie pour n'avoir pu réparer les digues du Huang He.

S'il se déroula autrefois des guerres du **sel** (entre Venise, alliée aux États pontificaux et Ferrare, alliée avec le royaume de Naples, de 1482 à 1484 ; entre l'Espagne et les Pays-Bas, au XVIe siècle ; entre les belligérants de la Guerre de Trente Ans, entre l'Union et la Confédération, durant la Guerre de Sécession, par exemple), ce motif de conflit a pratiquement disparu. Tant qu'il constitua le principal moyen de conservation des aliments (jusqu'au début

du XIXe siècle), la nécessité de s'en procurer amena les États à en faire une source de revenus fiscaux (la gabelle d'Ancien Régime, par exemple). Il en résulta des révoltes et une active contrebande. Dans les empires coloniaux, cela constitua un motif supplémentaire de mécontentement des populations soumises, comme dans le cas de l'Inde (marche du sel lancée par Gandhi en 1930). Aujourd'hui, la disponibilité d'abondantes réserves efface les risques de pénurie, donc de troubles ou d'affrontements suscités par cette dernière.

L'étude du rôle des ressources naturelles dans les crises et les conflits nécessite un soin extrême et impose un travail de documentation approfondi. Ce critère brille par sa relativité, tout à la fois dans sa nature, dans l'espace et dans le temps.

Ce qui représente une **richesse** pour les uns (les entreprises impliquées dans l'exploitation, les salariés de ces entreprises *etc.*) peut apparaître comme une **calamité** pour les autres (les riverains subissant expropriations ou nuisances, les défenseurs de la nature, par exemple). C'est le cas des sables bitumineux de l'**Alberta**, au Canada [13]. De nombreuses exploitations minières ont suscité ou suscitent encore des problèmes que le politique ne peut ni ignorer ni contenir indéfiniment.

Souvent, **plusieurs ressources** naturelles sont **indispensables en même temps** : terre et eau pour l'agriculture partout et à toutes les époques, bois et céréales pour les flottes qui alimentaient **Athènes** ou **Rome** dans l'Antiquité, énergie et minerais pour les **États industrialisés** depuis deux siècles, eau et uranium pour confectionner le *yellowcake* servant à préparer le combustible des centrales nucléaires contemporaines, par exemple.

Enfin, certaines matières premières ne sont, ou ne deviennent, **nécessaires qu'à une période de l'histoire**. Ainsi, le **pétrole**, connu depuis des millénaires, se transforma en produit essentiel en deux temps. D'abord, dans le dernier quart du XIXe siècle, lorsque l'invention du kérosène permit une "révolution de la lumière" : la substitution des lampes à pétrole aux traditionnelles et peu efficaces chandelles prolongea la durée quotidienne des activités humaines. Ensuite, au début du XXe siècle, l'invention du moteur à explosion et l'application de ce dernier, d'abord aux armements, puis à la production/consommation de masse firent du pétrole le liquide vital des sociétés industrialisées. De même, l'**uranium** ne servait à rien avant l'entrée dans l'ère nucléaire.

La **possession** et le **contrôle** des ressources naturelles, ainsi que leur **accès**, constituent toujours un des **attributs** de la **puissance** ; par conséquent, tous les empires, tous les États dominants ont cherché, cherché ou chercheront à s'en assurer, tandis que leurs ennemis ont tenté, tentent ou tenteront de les en priver. Quant aux plus faibles, ils tentèrent, tentent et tenteront d'échapper aux convoitises et d'accéder au minimum nécessaire à leur survie et au fonctionnement de leurs activités.

La flambée des prix agricoles de 2007 et 2008 suscita, en 2008, une ruée sur la **terre**. Fins observateurs des rythmes de croissance démographique et de la production agricole, des investisseurs, "avisés" selon les uns, "cyniques et cupides" selon les autres, achetèrent des terres en Afrique, en Amérique latine et en Asie centrale [14]. Des États inquiets pour leurs approvisionnements futurs procédèrent de même : la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Arabie Saoudite, et les Émirats arabes unis disposeraient de 7 600 000 hectares cultivables hors de leurs frontières, par exemple [15]. La Chine a loué des terres en Birmanie, au Laos, en

Ouganda, en Zambie, au Zimbabwe, en Tanzanie, au Mali et au Kazakhstan, la Corée du Sud au Soudan et en Sibérie, Bahreïn aux Philippines, la Jordanie au Soudan, Qatar au Kenya, les Émirats arabes unis au Pakistan, la Libye au Mali et en Ukraine, pour ne citer que quelques exemples [16]. L'ampleur du phénomène inquiéta la FAO, qui dénonça, à l'automne, les risques de hausses spéculatives des produits alimentaires, politiquement déstabilisatrices dans les pays les plus pauvres, ainsi que le danger d'une expropriation des petits paysans alors qu'aucune activité de substitution ne leur permettrait d'assurer leur subsistance [17]. Les crises n'ont pas tardé à surgir. En novembre 2008, la firme sud-coréenne Daewoo Logistics annonça l'achat à **Madagascar** de concessions sur 1 300 000 hectares pour une durée de 99 ans, afin de produire du maïs et de l'huile de palme [18]. Le mécontentement provoqué par cette décision alimenta l'opposition au gouvernement du président Marc Ravalomanana et servit de tremplin aux ambitions politiques de son rival, le maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina [19]. Notons bien que ce ne fut pas la cause unique du renversement du président, démissionnaire le 17 mars 2009 :

« La fronde [...] se développe sur fond de paupérisation et de hausse des prix. Les habitants de la capitale reprochent à Marc Ravalomanana, un ex-chef d'entreprise qui dirigeait Tiko, un empire économique dans le domaine agroalimentaire, de se comporter en autocrate, de gérer le pays en fonction de ses intérêts personnels et de le brader à des sociétés étrangères [20] ».

Le **pétrole** fut le talon d'Achille de la machine de guerre hitlérienne. Les Alliés firent donc tout pour lui en réduire, voire interdire l'accès : destruction de dépôts de carburants, bombardement des champs de pétrole de Ploiesti, batailles d'arrêt tant sur la route de Bakou que sur celle du Proche-Orient. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le développement des pays industrialisés (ou en cours d'industrialisation) dépend du pétrole. Ce dernier n'a plus cessé de se trouver au cœur de la politique des États. Il apparaît (avec ou sans le gaz naturel) dans de nombreuses crises ou conflits, non seulement au Proche-Orient, mais aussi en Afrique, dans le Caucase, en Asie centrale, en mer de Chine du Sud, par exemple. Durant la Guerre froide, États-Unis et URSS rivalisèrent pour les matières premières. Moscou cherchait à gripper la machine occidentale à produire de la prospérité en la privant de ses éléments de base, au premier rang desquels les hydrocarbures. Après la guerre du Kippour (1973), les pays arabes producteurs de pétrole tentèrent d'utiliser l'arme pétrolière contre Israël, en pesant sur les approvisionnements de ses alliés occidentaux. Durant des lustres, le colonel Kadhafi joua les trublions, dans le monde arabe et en Afrique, en s'appuyant sur la manne pétrolière. Pétrole et gaz naturel suscitent aujourd'hui d'âpres rivalités entre les États développés et les pays émergents comme la Chine ou l'Inde ; la Russie les utilise comme moyen de pression sur des États de son ancienne zone de domination, comme l'Ukraine, ou vis-à-vis de l'Union européenne, voire du Japon ou de la Chine ; et la nébuleuse Al Qaeda en fait une des cibles de sa guerre contre l'Occident. Le président vénézuélien, Hugo Chavez, mène sa révolution "bolivarienne" contre les États-Unis avec l'argent de son pétrole. Aussi la récente baisse des prix menace-t-elle de réduire l'activisme du maître de Caracas :

« la chute du cours du pétrole menace à terme les programmes sociaux mis en place par M Chavez et son ambitieuse diplomatie. Dix ans de "*révolution bolivarienne*" ont échoué à réduire la dépendance à l'égard du pétrole. Le brut représente la moitié des recettes de l'État et plus de 90 % des exportations. C'est lui qui finance les médecins cubains, les universités populaires, les supermarchés subventionnés et les programmes de coopération avec Cuba et la Bolivie [21] ».

La récente réintégration du colonel Kadhafi dans la communauté internationale paraît tenir

davantage à l'attrait de ses hydrocarbures et de son uranium qu'à sa sincérité et à sa contribution positive à la pacification de la planète. Consciente de l'importance vitale du pétrole et du gaz pour le gouvernement éthiopien, la guérilla qui réclame, depuis 1984, le droit à l'autodétermination pour l'Ogaden (*Ogaden National Liberation Front*), a attaqué un site d'exploitation au nord de la province, ce qui accentua les opérations militaires [22].

Outre celle d'hydrocarbures, la présence d'importants gisements de ce **fer** et de ces **métaux non-ferreux** (cuivre, zinc, plomb etc.) dont son développement économique accéléré a tellement besoin renforce la volonté chinoise de conserver le contrôle total du **Tibet** : il y va de sa prospérité et de son indépendance. La construction du chemin de fer Pékin-Lhassa et la modernisation du réseau routier reliant le "Toit du monde" au reste de la **Chine** témoignent de l'existence d'une politique d'exploitation systématique et à grande échelle de ces ressources [23]. Elle s'intègre dans une politique plus générale, dans l'espace asiatique et dans l'espace mondial, d'accès aux matières premières et de sécurisation des voies approvisionnement. Cela ne va pas sans risques pour la stabilité régionale et internationale, tant économique que politique [24].

Le **partage** des ressources ou des revenus qu'elles procurent nourrit également nombre de conflits.

Au sein de la **population des États producteurs**, tout d'abord : la formule "pays riche, peuple pauvre" s'applique dans nombre de cas et les inégalités qu'elle traduit jouent sur la stabilité interne. La **Birmanie** détient en abondance plusieurs matières premières (hydrocarbures, rubis, saphir, jade, or, minerais de métaux non-ferreux, bois précieux, notamment), mais seule une infime minorité, proche de la junte militaire au pouvoir, profite de cette richesse. Dans ces conditions, la révolte de l'automne 2007 ne surprend guère [25]. Les populations du delta du Niger sont en lutte (souvent armée) avec le gouvernement du **Nigeria** depuis les années 1960 pour obtenir une part plus équitable des revenus pétroliers. Depuis 2006, le principal groupe armé, le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger-MEND, affronte l'armée régulière qui tente de l'empêcher d'interrompre la production [26]. Menacé d'asphyxie, le gouvernement offrit l'amnistie aux rebelles durant l'été 2009, mais certains refusèrent car la question de la redistribution n'était pas réglée [27]. Le **Tchad** ou le **Soudan** connaissent un phénomène identique, le premier avec la guérilla zaghawa, le second avec les rébellions au sud et au Darfour. Il en va de même avec les Touaregs pour l'uranium du **Niger** [28]. Affirmant avoir dû abandonner une partie de leurs pâturages et subir les méfaits environnementaux de l'exploitation minière, ils s'estiment spoliés. Ajoutons que le réchauffement climatique accélère la désertification, ce qui précarise encore un peu plus leurs conditions d'existence. En 2007, ils lancèrent « la bataille de l'uranium », car le gouvernement n'avait pas respecté les accords de partage des revenus procurés par le minerai qui avaient mis fin à un premier conflit (1990-1995). Ils choisirent opportunément leur moment : la demande mondiale augmente, notamment du fait des politiques de diversification énergétique, et la France, qui exploite l'uranium du Niger depuis des décennies, cherche à garantir son approvisionnement sur le long terme [29]. Au moment où le président Mamadou Tandja inaugurerait la mine d'Imourarem, un accord semblait possible [30].

Si la **guerre civile** s'installe, ou si une **guérilla** s'implante durablement, le contrôle des ressources naturelles assure une source de **financement**, voire la seule. Voyons quelques exemples. La géologie a pourvu l'**Afghanistan** d'abondantes **ressources minérales** (pierres

précieuses, fer, cuivre, zinc, chrome, or, uranium, lithium, hydrocarbures, en particulier), qui ne furent probablement pas totalement étrangères à l'invasion soviétique, en 1979, et pourraient former la base de son développement économique. Le trafic des pierres précieuses finança et continue de financer en partie les guérillas qui combattent dans ce pays depuis 1979 [31]. Les *taliban* du **Pakistan** tirent une partie de leur argent de l'exploitation de la carrière de marbre blanc de Ziarat, le plus prisé du pays, d'aussi belle qualité que celui de Carrare [32], de l'extraction d'émeraudes et du trafic de bois [33]. Au **Liberia** (1989-2003) et en **Sierra Leone** (1991-2000), le trafic des "diamants du sang" atteignit une proportion telle, que la communauté internationale s'émut dès 2001 et mit en place, en 2003, le Processus de Kimberley pour tenter de contrôler l'origine des gemmes commercialisées de par le monde. Il existe désormais un label "*conflict free*" ; mais 20 % des diamants proviendraient encore de la contrebande [34] et certains parlent même d'échec [35]. Les rivaux, au Liberia, tirèrent également des revenus du trafic du "bois du sang" [36]. En **Côte-d'Ivoire**, les factions qui se firent face entre 2002 et 2007 se finançaient en grande partie grâce au contrôle d'une zone chacune dans la "boucle du cacao" [37]. Face à l'ampleur et aux conséquences dramatiques du phénomène, l'organisation non gouvernementale **Global Witness**, fondée à Londres en 1993, s'est spécialisée dans la lutte "pour briser le lien entre les ressources naturelles, la guerre et la corruption" [38]. Elle joua un rôle essentiel dans l'adoption du Processus de Kimberley. Déjà évoqué dans le chapitre consacré à la végétation, depuis des lustres, en **Afghanistan** [39], en **Colombie** [40] ou au **Myanmar** [41], par exemple, le contrôle de la culture et de la transformation de plantes permettant la production de drogues, comme le pavot ou la coca, constitue la principale richesse des guérillas et une source inépuisable de corruption. Par contrecoup, les zones de production deviennent une cible privilégiée des autorités ou des forces étrangères et les populations se trouvent en butte aux exactions de tous les camps.

Les tensions ou les conflits entre **États détenteurs** et **États consommateurs** abondent également : si le droit international interdit désormais aux seconds de conquérir les premiers, il se produit néanmoins des **épreuves de force** entre eux. Alors que les cours mondiaux tendent à augmenter, du fait d'une demande soutenue, les producteurs (ré)affirment leurs droits de propriété. L'on observe un retour en force du contrôle des États, dans le cadre d'un mouvement qui touche l'ensemble des matières premières : la **renationalisation** des ressources, qui apparaît comme une manifestation majeure de leur souveraineté nationale [42]. Les producteurs tentent, aussi, de peser sur les prix en formant des **cartels**. Ces derniers proliférèrent au XXe siècle, mais aucun d'entre eux ne réussit à s'imposer durablement, pas même le plus structuré : l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (**OPEP**), créée en 1960. Les consommateurs, qui maîtrisent une bonne partie sinon la totalité de la filière extraction-transport-commercialisation-transformation, finissent toujours par diversifier leurs sources d'approvisionnement, diviser leurs fournisseurs, utiliser les faiblesses de certains, voire déstabiliser les régimes ou les dirigeants trop rétifs, comme l'expérimenta à ses dépens le Premier ministre Mossadegh en Iran, en 1953. L'Occident parvint ainsi à réduire l'OPEP à sa merci, à l'issue d'un long bras de fer durant les années 1970 et 1980. Cela résulta d'une politique combinant essentiellement économies d'énergie, développement de produits de substitution et mise en exploitation de gisements hors zone OPEP. L'endettement des pays producteurs et leur dépendance vis-à-vis d'une seule source de revenu firent le reste.

Le niveau **insuffisant de développement** des pays producteurs de matières premières débouche sur des situations paradoxales, potentiellement déstabilisatrices ou conflictuelles. Ainsi de l'**Iran** actuel. Détenteur d'énormes réserves d'hydrocarbures, il manque de capacités

de raffinage et dépend de fournitures extérieures pour sa consommation croissante d'essence. Dans le cadre de sa lutte contre la prolifération nucléaire militaire dont elle soupçonne Téhéran de se rendre coupable, la communauté internationale dispose là d'un important moyen de pression. Toute pénurie prolongée perturberait gravement l'économie de la république islamique et le mécontentement social pourrait déstabiliser le régime [43]. Mais certains États qui connaissent la situation inverse (capacités de raffinage mais pénurie de pétrole) s'arrangent avec lui, ce qui limite les effets des sanctions économiques. Ainsi agissent la Chine et l'Inde.

Nombre de **litiges frontaliers**, passés comme actuels, ont pour ressort le **contrôle de ressources**. Parmi de nombreux exemples, on peut citer plusieurs dispositions consécutives à la Première Guerre mondiale. Les sols fertiles du **Banat** furent arrachés à la Hongrie et partagés, dans des conditions très difficiles, entre la Roumanie et la Yougoslavie. Le charbon et le minerai de fer de **Lorraine**, conquis par l'Allemagne en 1870, revinrent à la France en 1918. La Pologne reconstituée reçut le charbon et les minerais de **Haute Silésie**, jusqu'alors contrôlés par l'Allemagne. La Pologne et la Tchécoslovaquie se disputèrent la houille d'**Ostrawa**. La Turquie refuse toujours de renoncer au pétrole de **Mossoul**, attribué à l'Iraq depuis 1920. Aujourd'hui, les frictions ne manquent pas. La République démocratique du Congo et l'Angola se disputent les diamants de **Kahemba** [44]. Le Gabon et la Guinée équatoriale se disputent depuis les années 1970 la souveraineté sur les îlots de **Mbanié**, **Cocotiers** et **Conga**, parce que leurs eaux pourraient receler du pétrole [45]. Le partage du pétrole de la mer **Égée** fournit un motif supplémentaire aux tensions entre la Grèce et la Turquie. La Croatie et le Monténégro se querellent au sujet de la délimitation de leurs eaux territoriales car ils convoitent les hydrocarbures repérées au large de la péninsule de **Prevlaka** [46]. Les appétits aiguisés par la présence d'hydrocarbures en **mer de Chine du Sud** entretiennent d'innombrables litiges au sujet de la délimitation des eaux territoriales entre la République populaire de Chine, le Vietnam, les Philippines, l'Indonésie, Brunei et la Malaisie. Pékin n'hésite pas à faire jouer le rapport des forces et procède de manière largement unilatérale. Les hydrocarbures d'**Amazonie** provoquèrent une brève guerre entre l'Équateur et le Pérou en 1981 puis en 1995 et les revendications de Quito (200 000 km² "perdus" à l'issue de la guerre de 1941-1942) ne cessèrent qu'après la signature d'un traité de paix en 1997. Rappelons que, le réchauffement actuel de la planète dévoilant les richesses rendues autrefois inaccessibles par les glaces, de nouveaux sujets de tension surgissent entre les pays riverains de l'Océan Glacial **Arctique** [47]. Cas particulier, que celui de la **Cisjordanie** : une nouvelle pomme de discorde surgit en 2009 au sujet du sable et des pierres. Les Palestiniens dénoncèrent l'exploitation de ces matériaux par des entreprises israéliennes qui les revendent pour la construction des colonies juives ou d'immeubles en Israël même. Cette extraction, apparemment contraire au droit international (l'article 46 de la 4^e Convention de La Haye, 1907 stipule que, sur un territoire occupé, « la propriété privée ne peut pas être confisquée ») et même au droit israélien, couvrirait un quart des besoins de l'État hébreu [48].

Les territoires ne se trouvent **pas** tous au **même niveau de développement**, aussi, des ressources naturelles jugées dépassées par certains peuvent-elles revêtir une importance essentielle pour d'autres, comme le charbon, par exemple. Ce dernier se trouve même connaître un regain d'intérêt, y compris de la part de pays développés comme l'Allemagne, du fait des tensions diverses sur l'énergie. De même, des quantités négligeables aux yeux des uns peuvent couvrir les besoins d'autres. Ainsi, le fait que le **Kosovo** dispose d'importants

gisements de métaux rares utilisés dans la fabrication des armes, comme le tungstène et le zircon, n'aurait pas été totalement étranger au soutien massif apporté aux populations albanaises de cette région par les États-Unis et leurs alliés européens de l'OTAN en 1999. Pour la Serbie, les 400 000 hectares de terres agricoles fertiles de la Metohidja et du Kosovo, les gisements de plomb et de zinc, ainsi que le lignite de Mitrovica (25% des besoins énergétiques de l'ex-Fédération yougoslave), étaient probablement des enjeux immédiats plus importants [49].

À la fois indispensables et inégalement réparties, les ressources naturelles peuvent tout aussi bien rapprocher les hommes que les pousser à l'affrontement. Dans le premier cas, ils échangent, pratiquant le commerce. Soulignons l'ambivalence significative d'un terme qui désigne à la fois la transaction marchande et les relations entre les individus. Pour de multiples raisons, qu'il faut, à chaque fois, rechercher, les hommes peuvent se disputer les ressources naturelles, les armes à la main le cas échéant. Il faut donc se montrer attentif à ce motif, tout en se demandant s'il s'agit de la cause unique de la crise ou de l'affrontement et s'il n'est pas un moyen de financer le conflit en cours.

Plus

[Comment se procurer au format papier l'ensemble de cet ouvrage de référence signé de Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb via Amazon ? D'un clic.](#)

PROBLÉMATIQUE LIÉE AUX RESSOURCES NATURELLES

Quelle(s) richesse(s) naturelle(s) recèle le territoire où se déroule la crise ou l'affrontement ?

CHAMPS DE RECHERCHE

Outils pour étudier les ressources naturelles du territoire où se déroule la crise ou le conflit :

- les cartes,
- les ouvrages consacrés à la géographie, à l'économie, à l'histoire et au droit.

Les **informations** recueillies servent à repérer l'influence des ressources naturelles du territoire sur le déroulement des événements. Le plus souvent un ou plusieurs des éléments suivants :

- les ressources disputées,
- les modalités d'un éventuel partage,
- les querelles au sujet du partage,
- les trafics,
- les tensions entre États producteurs et États consommateurs.

L'eau constitue un cas particulier en ce qu'elle est constamment un enjeu vital pour les hommes. Un certain nombre de ressources naturelles constituent, à un moment donné, un enjeu essentiel. Ces ressources varient au fil de l'histoire et en fonction du niveau de développement.

Une information est pertinente lorsqu'elle contribue à éclairer la crise ou le conflit que l'on étudie.

Copyright 2015-Gourdin/Diploweb.com

P.-S.

Docteur en histoire, professeur agrégé de l'Université, Patrice Gourdin enseigne à l'École de l'Air. Il intervient également à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence. Membre du Conseil scientifique du Centre géopolitique, l'association à laquelle le *Diploweb.com* est adossé.

Notes

[1] . Victor David G., « What Resource Wars ? », *The National Interest*, 11 décembre 2007.

[2] . Rey Pierre (dir.), *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, 1993 [1^e édition : 1992], Le Robert, p. 1814.

[3] . United Nations Development Programme, *Beyond scarcity : Power, poverty and the global water crisis*, New York, November, 2006 (<http://hdr.undp.org/en/media/HDR06-complete.pdf>).

[4] . Ban Ki Moon, op. cit.

[5] . Mutin Georges, *Le monde arabe face aux défis de l'eau. Enjeux et conflits*, Lyon, 2007, Service général des publications Lyon 2, 176 p.

[6] . Pedroletti Brice, « En Chine, une crise de l'eau tous azimuts », *Le Monde*, 12 janvier 2008.

[7] . United Nations Development Programme, op. cit., p. 221.

[8] . Cité in Polgreen Lydia, « A Godsend in Darfur, or a Curse ? », The New York Times, July 22, 2007.

[9] . Philip Bruno, « Pékin admet le risque écologique présenté par le barrage des Trois Gorges », Le Monde, 3 octobre 2007.

[10] . Wulthrich Bernard, « Les cantons alpins veulent être mieux payés pour l'or bleu qu'ils fournissent », Le Temps, 7 août 2007.

[11] . Planhol Xavier (de), Les nations du Prophète. Manuel géographique de politique musulmane, Paris, 1993, Fayard, p. 222.

[12] . Ibidem, p. 224.

[13] . Kempf Hervé, « Alberta : la ruée vers l'or sale », Le Monde, 26 septembre 2007.

[14] . Clavreul Lætitia, « La spéculation sur les matières premières affole le monde agricole », Le Monde, 24 avril 2008.

[15] . Barta Patrick, Fam Mariam & Wright Tom, « Exporting Farmland to Feed Global Demand », The Wall Street Journal, July 11, 2008 ; Baudet Marie-Béatrice et Clavreul Lætitia, « Les terres agricoles, de plus en plus convoitées », Le Monde, 15 avril 2009.

[16] . Berthelsen John, « The Rich World's Dash for Food Security », Asia Sentinel, May 3, 2009.

[17] . Clavreul Lætitia, « Le "néocolonialisme agraire" gagne du terrain dans le monde », Le Monde, 24 septembre 2008.

[18] . Carayol Rémi, « Madagascar, la braderie de l'île », Libération, 24 février 2009.

[19] . « Utilisant le mécontentement populaire, le maire d'Antananarivo défie le président Ravalomanana », Le Monde, 23 janvier 2009.

[20] . Oberlé Thierry, « Les émeutes fragilisent le pouvoir à Madagascar », Le Figaro, 30 janvier 2009

[21] . Delcas Marie, « La chute du prix du pétrole fragilise le président Hugo Chavez », Le Monde, 9 janvier 2009.

[22] . Rémy Jean-Philippe, « En Éthiopie, les rebelles de l'Ogaden se heurtent à l'armée », Le Monde, 3 novembre 2007.

[23] . Dasgupta Saibal, « Big Mineral Find Made China Build Tibet Rail », The Times of India, January 27, 2007.

[24] . Orange Martine, « La Chine fait flamber les prix des matières premières », Le Monde,

4 septembre 2007.

[25] . Rodier Arnaud, « Un régime qui survit grâce à ses énormes réserves de pétrole et de gaz », Le Figaro, 28 septembre 2007 ; Kauffmann Sylvie, « Comment la junte a coulé la Birmanie », Le Monde, 8 octobre 2007 ; Dubus Arnaud, « L'ubuesque économie birmane », Libération, 10 octobre 2007.

[26] . Berthemet Tanguy, « La guerre du pétrole s'intensifie au Nigeria », Le Figaro, 18 septembre 2008.

[27] . « Des milliers de rebelles se désarment au Nigeria », Le Figaro, 4 octobre 2009.

[28] . Polgreen Lydia, « Battle in a Poor Land for Riches Beneath the Soil », The New York Times, December 15, 2008.

[29] . Barluet Alain, « Sarkozy veut "sécuriser" l'uranium du Niger », Le Figaro, 27 mars 2009.

[30] . Châtelot Christophe et Bezat Jean-Michel, « Le président nigérien ouvre la voie au dialogue avec la rébellion touareg », Le Monde, 6 mai 2009.

[31] . Ustina Markus, « Minerals Key to Afghan Development », ISN-Security Watch, August 8, 2007.

[32] . Zubair Shah Pir and Perlez Jane, « Pakistan Marble Helps Taliban Stay in Business », The New York Times, July 14, 2008.

[33] . Roul Animesh, « Gems, Timber and Jiziya : Pakistan's Taliban Harness Ressources to Fund Jihad », Terrorism Monitor, April 30, 2009.

[34] . McConnell Tristan, « Fighting Diamond Smuggling in Africa », The Christian Science Monitor, July 30, 2007.

[35] . Mounier-Kuhn Angélique, « Kimberley, confiance en berne », Le Temps, 25 juin 2009

[36] . Global Witness,

- Enterrer la hache. L'industrie forestière libérienne - moteur du désastre humanitaire du Liberia, menace pour la Sierra Leone, rapport, septembre 2002, (<http://www.liberationafrique.org/IMG/pdf/Foretliberia.pdf>)
- Timber, Taylor, Soldier, Spy. How Liberia's uncontrolled resource exploitation, Charles Taylor's manipulation and the re-recruitment of ex-combatants are threatening regional peace, Report, June 15, 2005 (http://www.globalwitness.org/media_library_detail.php/137/en/timber_taylor_soldier_spy)

[37] . Global Witness, Chocolat chaud : comment le cacao a alimenté le conflit en Côte-d'Ivoire, rapport, juin 2007
(www.globalwitness.org/media_library_detail.php/553/fr/chocolat_chaud_comment_le_cacao_a_alim_le_conf)

[38] . Breaking the links between natural resources, conflict and corruption, proclamait, jusqu'en 2009, sa page d'accueil, sous la photo de deux doigts tenant un diamant. Site internet.<http://www.globalwitness.org>.

[39] . United Nations Office on Drugs and Crime (<http://www.unodc.org>), Afghanistan Opium Survey, publication annuelle.

[40] . United Nations Office on Drugs and Crime, Coca Cultivation Survey Colombia, publication annuelle.

[41] . United Nations Office on Drugs and Crime, Myanmar Opium Survey, publication annuelle 2002-2005. Les informations sont incluses dans le rapport sur l'Afghanistan depuis 2006.

[42] . Faujas Alain, « Nationalismes en sous-sol », Le Monde, 5 décembre 2006 ; Johnson Toni, « The Return of Resource Nationalism », The Council on Foreign Relations (Daily Analysis), August 13, 2007.

[43] . Yasin Kamal Nazer, « Iran : the Geo-Strategy of Oil », ISN-Security Watch, July 18, 2007.

[44] . Kuntz Joëlle, « Une frontière, en Afrique, au milieu de diamants », Le Temps, 24 mars 2007.

[45] . Simonet Pauline, « L'îlot pétrolier de la discorde au Gabon », Libération, 18 novembre 2007.

[46] . Koprivica Veseljko, « Le Monténégro, nouvel émirat pétrolier ? », Monitor, 11 janvier 2008, traduit par Persa Aligrudic et mis en ligne sur le site du Courrier des Balkans, 16 janvier 2008.

[47] . Abelsky Paul, « Changes in the Arctic Climate Bring New Challenges », The Russia Profile, June 1, 2007.

[48] . Broner Ethan, « Desert's Sand and Rocks Become Precious Resources in West Bank Dispute », The New York Times, March 7, 2009.

[49] . Korica Biljana, « Kosovo : des ressources et un potentiel énergétique disputés », Ekonomist, 3 mars 2008, traduit par Ivana Telebak et Caroline Target et mis en ligne sur le site du Courrier des Balkans, 31 mars 2008.